

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Accord collectif

RÉGIME DE PRÉVOYANCE

(Aisne)

(17 juin 2009)

(Étendu par arrêté du 4 février 2010,

Journal officiel du 13 février 2010)

Avenant n° 5 du 5 septembre 2024

NOR : AGRS2597018M

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

FDSEA de la Somme ;

FDCUMA de la Somme ;

FDSEA de l'Oise ;

FDCUMA de l'Oise ;

Union des syndicats agricoles de l'Aisne ;

FDCUMA de l'Aisne ;

Fédération des propriétaires forestiers sylviculteurs de l'Aisne ;

Syndicat des exploitants de cultures spécialisées de l'Aisne ;

Entrepreneurs des territoires de Picardie,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

UPRA FGA CFDT des Hauts-de-France ;

Syndicat CFTC agriculture de Picardie ;

SNCEA CFE-CGC,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Afin de mettre en conformité la définition du groupe assuré avec le décret n° 2021-1002 du 30 juillet 2021 relatif aux critères objectifs de définition des catégories de salariés bénéficiaires d'une couverture de protection sociale complémentaire collective, les partenaires sociaux ont décidé de modifier les dispositions de l'accord collectif de prévoyance interprofessionnel du 17 juin 2009, en fonction des dispositions prévues par « l'Accord national du 10 juin 2008 sur une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance ».

Il est également précisé qu'en application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, le présent avenant ne comporte pas de stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés. En effet, les entreprises de la branche sont majoritairement constituées par des effectifs de moins de 50 salariés. Aussi, les dispositions du présent accord s'appliquent à toutes les entreprises de la branche, y compris les TPE de moins de 50 salariés, et ce afin de ne pas remettre en cause le régime social et fiscal de faveur attaché au présent régime.

Article 1^{er} | Modification des articles de l'accord de prévoyance du 17 juin 2009

L'article 2 « Salariés bénéficiaires » est annulé et remplacé comme suit :

« Article 2 | Salariés bénéficiaires

Les dispositions de l'accord collectif de prévoyance interprofessionnel du 17 juin 2009 s'appliquent à tous les salariés ne relevant pas des articles 2.1 et 2.2 de l'accord national interprofessionnel relatif à la prévoyance des cadres du 17 novembre 2017 sans condition d'ancienneté et relevant du champ d'application de l'accord, à l'exclusion :

- des salariés relevant des articles 2.1 et 2.2 de l'accord national interprofessionnel (ANI) relatif à la prévoyance des cadres du 17 novembre 2017 et personnels relevant de la convention collective du 2 avril 1952 et du régime Agirc-Arrco, et bénéficiant à ce titre du régime de prévoyance défini dans la convention précitée ;
- des VRP. »

Article 2 | Entrée en vigueur

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Les dispositions arrêtées au présent avenant prendront effet le premier jour du mois suivant la publication de son arrêté d'extension et au plus tard le 1^{er} janvier 2025.

Article 3 | Dépôt et extension

Le présent avenant est établi en nombre suffisant pour être déposé selon les formalités prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant. Le présent avenant est établi en nombre suffisant pour être déposé selon les formalités prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Fait à Amiens, le 5 septembre 2024.

(Suivent les signatures.)